

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/06/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Partie nominative

ALUMETALI SA - VALIKA

149 avenue du Golf
34670 Baillargues

Affaire suivie par : ROUVIERE Florent
Téléphone : 04 34 46 65 7
Courriel : florent.rouviere@developpement-durable.gouv.fr
Références :
Code AIOT : 0006600419
Pièces jointes :
Lettre de suites préfectorale

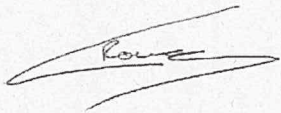
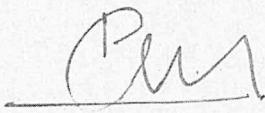
L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/12/2022 de l'établissement ALUMETALI SA - VALIKA implanté 212 rue de Présensé Tamaris 30100 Alès. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- ROUVIERE Florent, Unité inter-départementale Gard-Lozère, Subdivision GL3, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :
Damien Bianchi, Société Valika

Le courriel d'échange avec l'administration est adresse non renseignée.

Rédacteur	Approbateur
	
L'inspecteur de l'environnement ROUVIERE Florent	Le chef de l'UiD Gard-Lozère CASTEL Pierre

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13/12/2022 de l'établissement ALUMETALI SA - VALIKA implanté 212 rue de Préssensé Tamaris 30100 Alès, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Stockage et distribution de FOD - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018 article : 2 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite
- Consignes - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018 article : 1 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite
- PORTEE DE L'AUTORISATION - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018 article : 1 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite
- Registres de suivi des déchets. - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article : 1 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite
- Registres de suivi des déchets. - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021 article : 2 - délai : 30 jours à compter de la date de la lettre de suite

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ALUMETALI SA - VALIKA

149 avenue du Golf
34670 Baillargues

Références :
Code AIOT : 0006600419

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement ALUMETALI SA - VALIKA implanté 212 rue de Préssensé Tamaris 30100 Alès. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée afin de constater si l'exploitant a respecté les termes de l'arrêté de mise en demeure du 26 juin 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALUMETALI SA - VALIKA
- 212 rue de Préssensé Tamaris 30100 Alès
- Code AIOT : 0006600419
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALUMETALI VALIKA située 212 rue de Présence, au lieu dit « Tamaris » à Alès, a été autorisée à exploiter un atelier de tri de métaux ferreux et non ferreux par arrêté préfectoral n°95-041 du 5 octobre 1995.

L'établissement comprend :

- un hangar de 1500 m² réservé au tri et au stockage de métaux ; Il accueille un local à usage de bureau, un pont bascule, une presse, une cisaille mobile, et un portique de détection ;
- une aire extérieure située devant l'atelier, réservé à l'entreposage de bennes vides.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement à l'arrêté de mise en demeure du 26 juin 2018
- Traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Stockage et distribution de FOD	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
6	Consignes	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
7	PORTEE DE L'AUTORISATION	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Registres de suivi des déchets.	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Registres de suivi des déchets.	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des risques d'incendie et d'explosion – règles d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Sans objet
3	Règles d'exploitation relatives à la prévention de la pollution atmosphérique	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Sans objet
4	Prévention pollution accidentelle des eaux	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Sans objet
5	Registre d'exploitation	AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que les termes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 juin 2018 n'ont pas été respectés. Cependant, suite à l'inspection, la principale non-conformité ayant motivé la mise en demeure a été régularisée. Pour les autres non-conformités qui peuvent être résolues rapidement, une lettre de suites préfectorale est proposée laissant 30 jours à l'exploitant pour mettre en conformité son installation

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage et distribution de FOD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et distribution de FOD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions de l'article 2.10 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 :</p> <p>Article 2.10. Stockage et distribution de FOD</p> <p>Le dépôt sera séparé du bâtiment par un mur coupe feu de degré 2 heures d'une hauteur minimale de 2 mètres...</p> <p>L'évent du réservoir est de section au moins égale à la moitié de celle de l'orifice de remplissage, débouche à l'air libre de telle sorte qu'il soit visible au point de livraison.</p> <p>La capacité du réservoir et la nature du liquide contenu seront clairement indiquées de façon apparente sur le dépôt et à proximité de l'orifice de remplissage.</p> <p>Constats de l'inspection du 10 mars 2017 :</p> <p>Dans un local séparé du bâtiment principal (sur 3 faces) sont stockés : d'une part une cuve contenant 2000 litres de FOD, et 2 cuves vides de 1800 litres mis sur la même rétention, et d'autre part des bidons contenant du liquide de refroidissement, et des huiles de moteur mis sur rétentions individuelles.</p> <p>Il n'y a pas de mur coupe feu entre le local de stockage du FOD et le bâtiment principal.</p> <p>Il n'y a pas d'évent sur le réservoir à FOD.</p> <p>La signalétique indiquant la présence d'un risque, le volume et la nature des liquides contenus dans les cuves et les bidons ne sont pas indiquées.</p> <p>Constat : Cela constitue une non-conformité majeure à l'article 2.10 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995</p> <p>Constats : Il est constaté le jour de l'inspection que le mur coupe feu n'a pas été réalisé entre le local de stockage du FOD et le bâtiment principal, que la signalétique indiquant la présence d'un risque, le volume et la nature des liquides contenus dans les cuves et les bidons ne sont pas indiquées.</p> <p>Par courriel du 24 janvier 2023, l'exploitant a proposé d'acheter une cuve mobile double paroi afin d'éviter le bac de rétention et la positionner à l'arrière du bâtiment derrière un mur banché abrité d'une structure acier.</p> <p>Par courriel du 8 juin 2023, l'exploitant a transmis une photo de la cuve mise en place dans son local spécifique ainsi que les factures.</p> <p>Toutefois, la signalétique indiquant la présence d'un risque, le volume et la nature des liquides contenus dans les cuves et les bidons n'est toujours pas mise en place.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.10 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Prévention des risques d'incendie et d'explosion – règles d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion – règles d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un moi à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 :</p> <p>Article 9.3. Prévention des risques d'incendie et d'explosion – règles d'exploitation</p> <p>Les voies d'accès d'accès extérieure et intérieure, seront constamment maintenues dégagées.</p> <p>Les opérations de découpage au chalumeau seront effectuées dans l'atelier à au moins 8 mètres de tout dépôt de produits inflammables ou de matières combustibles à proximité desquels l'interdiction de feu nu et de fumer sera affichée.</p> <p>Les consignes d'exploitation seront affichées à proximité de l'accès à l'établissement et dans le bureau de l'atelier.</p> <p>Constats de l'inspection du 10 mars 2017 :</p> <p>D'après l'exploitant les opérations de découpage au chalumeau s'effectuent devant le bâtiment, sur l'aire bétonnée. Elles se produisent environ 1 à 2 fois par an. Un balayage de la plateforme a lieu après toute intervention afin de récupérer tous les débris de cuivre.</p> <p>Cette zone de circulation jouxte une zone de terre, non imperméabilisée, accueillant quelques dépôts : 12 bouteilles à oxygène (dont 6 pleines avec une pression de 200 bar), des dépôts de bois (palettes) et de petits conteneurs à ferrailles abîmés.</p> <p>Les activités de l'ICPE doivent s'effectuer à l'intérieur du bâtiment, afin de limiter les risques d'accident et de pollution.</p> <p>Constat : Cela constitue une non-conformité à l'article 9.3 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995</p> <p>Constats : L'exploitant déclare ne plus réaliser de découpe au chalumeau car il n'a plus de ferraille. Si très rarement une découpe est réalisée, elle est réalisée à l'intérieur du bâtiment. Toutefois, il est constaté le jour de l'inspection la présence de moteurs électriques secs sur une dalle en béton et des bennes.</p> <p>Observations : Il serait préférable de stocker les déchets à l'intérieur bâtiment ou de déposer un porter à connaissance relatif à cette modification d'exploitation.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Règles d'exploitation relatives à la prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation relatives à la prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 : Article 5.2. Règles d'exploitation relatives à la prévention de la pollution atmosphérique Tout brûlage est interdit. Des traces d'incinération de bois sont présentes à l'entrée du site au niveau du sol terreux. Déclarations de l'exploitant : L'exploitant confirme qu'un employé a fait brûler des déchets. Constats de l'inspection du 10 mars 2017 : Cela constitue une non-conformité à l'article 5.2 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995
Constats : L'exploitant déclare ne plus faire de brûlage à l'extérieur. Les bois et plastiques sont envoyés chez Cevennes déchets pour valorisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention pollution accidentelle des eaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution accidentelle des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un moi à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 : Article 4.2. Prévention pollution accidentelle des eaux Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Constats de l'inspection du 10 mars 2017 : La rétention des 3 cuves contient également des dépôts divers de petit matériels d'exploitation. L'exploitant doit maintenir la rétention du réservoir à FOD vide. Constat : Cela constitue une non-conformité à l'article 4.2 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995
Constats : Il est constaté le jour de l'inspection que la rétention des 3 cuves a été vidée des dépôts divers de petit matériels d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Registre d'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un moi à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 :</p> <p>Article 2.11. Registre d'exploitation</p> <p>L'exploitant tiendra à jour un recueil documentaire où apparaîtront, au moins, les renseignements chronologiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les réceptions de résidus et les expéditions : leur nature, leur forme physique, leur tonnage ; - pour les réceptions : leur provenance, leur producteur, leurs modalités de transport, le résultat des contrôles de réception ; - pour les résidus expédiés : la nature du travail effectué, leur destination, leurs modalités de transport. <p>Constats de l'inspection du 10 mars 2017 :</p> <p>Aucun registre chronologique des déchets n'a été établi.</p> <p>L'exploitant tient à jour des fiches relatives aux entrées des déchets (pièces contenant du cuivre, du laiton, et de l'aluminium) : quantité (après pesage à l'entrée de l'établissement) et nature du déchet.</p> <p>Constat : Cela constitue une non-conformité à l'article 2.11 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995</p> <p>Constats : Il est présenté lors de l'inspection un registre des déchets entrants et un registre des déchets sortants. Cependant, le contenu de ces registres n'est pas conforme à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (voir points de contrôle n°8 et 9)</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Consignes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un moi à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 : Article 2.8. Consignes L'exploitant doit assurer en permanence la diffusion des consignes d'exploitation de l'ensemble des activités de l'établissement à toute personne susceptible de prendre part à l'exploitation et la mise en œuvre des conditions nécessaires à leur bonne application. Constats de l'inspection du 10 mars 2017 : Aucune consigne d'exploitation ou de sécurité n'a été établie par l'exploitant. Il n'a pas élaboré des fiches de procédures qui servent de guides méthodologiques en cas de déclenchement du portique de détection de radioactivité au niveau du pont bascule. Constat : Cela constitue une non-conformité à l'article 2.8 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995
Constats : Des consignes orales sont données aux opérateurs. Cependant, des consignes écrites doivent être rédigées et diffusées à toute personne susceptible de prendre part à l'exploitation. Ce constat constitue une non conformité à article 2.8 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : PORTEE DE L'AUTORISATION

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/06/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, PORTEE DE L'AUTORISATION
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société ALUMETALI VALIKA, dont le siège social est 149 avenue du golf, 34670 Bouillargues, est mise en demeure dans un délai d'un moi à compter de la notification du présent arrêté, pour l'établissement situé 212 rue de Présence à Alès, de respecter, les dispositions des articles 2.4, 2.8, 2.11, 4.2, 5.2 et 9.3 de l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 : Article 2.4. Contrôles - surveillance L'exploitant a obligation de tenir, sur place, à la disposition de l'inspecteur des installations classées les documents où figurent les renseignements relatifs à la configuration et au fonctionnement des installations. Constats de l'inspection du 10 mars 2017 : L'ensemble des documents sollicités par l'inspection des installations classées n'étaient pas disponibles sur place. Constat : Cela constitue une non-conformité à l'article 2.4 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995
Constats : Les documents relatifs aux contrôles sécurité incendie et électrique sont présents et présentés. La levée de réserve d'électricité ainsi que la facture avec le bon de contrôle des extincteurs sont présentées. Cependant, l'arrêté préfectoral n°95 041 du 5 octobre 1995 n'était pas disponible le jour de l'inspection sur site. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.4 de l'AP n°95 041 du 5 octobre 1995.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des documents relatifs à l'installation doivent être présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Registres de suivi des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Registres de suivi des déchets.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets; – la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il est constaté l'absence dans le registre d'admission des déchets :</p> <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets;

- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant déclare ne pas renseigner immédiatement ce registre et la faire à postériori. Il est rappelé à l'exploitant que le registre doit être renseigné au moment de la réception des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Registres de suivi des déchets.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres de suivi des déchets.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes:</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la date de l'expédition du déchet; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la dénomination usuelle du déchet; – le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement; – s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement; – le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée; – le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique; – la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³; <p>c) Concernant l'origine du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'adresse de l'établissement; – l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco- organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement; – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement; – la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant; <p>e) Concernant la destination du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié; – le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets; – la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement; – le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé; – le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. <p>Constats : Il est constaté l'absence dans le registre de sortie des déchets :</p> <p>c) Concernant l'origine du déchet:</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'adresse de l'établissement;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement;
- le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet:

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco- organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant;

e) Concernant la destination du déchet:

- le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié;

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Par ailleurs, l'exploitant déclare ne pas renseigner immédiatement ce registre et la faire à postériori. Il est rappelé à l'exploitant que le registre doit être renseigné au moment de l'expédition des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours